



Le Contrat Unique d'Insertion (CUI)

Public : pas de conditions d'âge

Conditions : bénéficiaires des minima sociaux (RSA, AAH, ASS) ou en difficulté importante de recherches d'emplois

Aide : 95% du SMIC brut pour les CUI-CAE (montant moyen réel : 70%)

Attention : tous les 6 mois ce montant peut fluctuer dans un sens ou dans un autre: Attention si votre futur salarié fait de l'animation Échecs la convention collective du sport indique une rémunération obligatoire de votre salarié à 117% du SMIC (coefficient 3 ici, le Smic étant coefficient 1)

Durée : CDI ou CDD avec une aide comprise entre 6 mois et 2 ans

A qui s'adresser ? : Pôle Emploi

Principe

Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat de travail associant formation et aide financière pour provoquer l'embauche de personnes en difficulté de recherches d'emplois.

Il se divise en deux catégories : le contrat initiative emploi (CUI-CIE) et le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE).

Le CUI-CIE concerne des emplois dans le secteur privé industriel et commercial.

Le CUI-CAE concerne des emplois dans le secteur public ou associatif.

Qui peut en bénéficier ?

Le CUI est réservé aux personnes reconnues par les institutions chargées de l'insertion professionnelle comme spécialement désavantagées dans la compétition pour l'accès à l'emploi.

Il n'y a pas de conditions d'âge. Les personnes suivantes sont prioritaires :

- bénéficiaires des minima sociaux : [revenu de solidarité active \(RSA\)](#), [allocation temporaire d'attente \(Ata\)](#), [allocation de solidarité spécifique \(ASS\)](#), [allocation aux adultes handicapés \(AAH\)](#),
- jeunes suivis par une mission locale et engagés dans un [contrat d'insertion dans la vie sociale \(Civis\)](#).

Comment en bénéficier ?

Les personnes désireuses d'obtenir un CUI doivent être en lien avec un professionnel assurant un suivi personnalisé de leur insertion professionnelle et le lui demander.

Ce professionnel peut être :

- référent RSA,
- ou référent Pôle Emploi,
- ou référent de mission locale,
- ou référent de maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

À quoi engage-t-il ?

Nature du contrat

Le CUI est un contrat de travail de droit privé. Il est conclu pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée.

Lorsque le contrat est à durée déterminée :

- sa durée minimale est de 6 mois (3 mois pour les personnes condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine),
- sa durée maximale, renouvellements et prolongements inclus, est de 2 ans.

Les contrats signés en 2012 ont une durée moyenne de 7 mois pour les CUI-CAE,

Employeurs possibles

Dans le cadre d'un CUI-CAE, l'employeur peut être :

- soit une collectivité territoriale (par exemple, une mairie) ou une autre personne morale de droit public (par exemple, un établissement scolaire),
- soit une association,
- soit une entreprise chargée de la gestion d'un service public (par exemple une société de ramassage des ordures ménagères).

Durée du travail

Sauf exception, la durée du travail est fixée au minimum à 20 heures par semaine.

La durée du travail des contrats signés en 2012 est en moyenne de :

- 22 heures pour un CUI-CAE,

À savoir : pour certains CUI-CAE, la durée de travail peut varier d'une semaine ou d'un mois sur l'autre, à condition de ne pas dépasser les 35 heures hebdomadaires et de laisser constante la rémunération mensuelle.

En quoi diffère-t-il d'un contrat de travail ordinaire ?

Pendant une durée pouvant aller jusqu'à 2 ans, le CUI présente plusieurs particularités dont l'accompagnement du salarié.

Pour réussir son intégration dans l'emploi, le bénéficiaire d'un CUI :

- conserve le soutien de la personne qui assurait antérieurement le suivi personnalisé de son parcours d'insertion professionnelle,
- est assisté et conseillé par un salarié expérimenté de l'entreprise (ou par l'entrepreneur lui-même, en cas de très petite entreprise) appelé « tuteur ».

Aide financière

L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

- 95% du SMIC brut pour les CUI-CAE (montant moyen réel : 70%).

L'employeur peut également être exonéré de certaines taxes ou cotisations sociales.

Formation

Le bénéficiaire du CUI doit pouvoir avoir accès aux formations utiles pour développer ses compétences professionnelles.

Avec l'accord de son employeur, et si lui-même le souhaite, il doit aussi pouvoir suspendre le CUI pour saisir une opportunité d'action concourant à son insertion professionnelle (par exemple, un CDI dans une autre entreprise).

En cas de CUI-CAE, il peut aussi effectuer des périodes d'immersion dans des entreprises privées.

Attention : La durée de chaque période d'immersion ne peut excéder 1 mois. La durée cumulée de l'ensemble des périodes d'immersion effectuées au cours du CUI-CAE ne peut représenter plus de 25 % de la durée totale du contrat.

Mobilité

Le bénéficiaire d'un CUI peut suspendre son contrat pour accomplir une période d'essai relative à une offre d'emploi visant une embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) ou un contrat à durée déterminée (CDD) d'au moins 6 mois.

En cas d'embauche à l'issue de l'évaluation en milieu de travail ou de la période d'essai, le CUI est rompu sans préavis et, au regard de l'assurance chômage, cette rupture est considérée comme une démission légitime.

Attestation de fin de contrat

Une attestation d'expérience professionnelle est établie par l'employeur et remise au salarié 1 mois avant la fin du CUI.

Convention : une convention annexée au contrat de travail explicite les modalités d'application concrète de ces avantages. Elle est signée par 3 personnes : le bénéficiaire du CUI, l'employeur et la personne qui assure le suivi personnalisé de l'insertion professionnelle du salarié (et agissant au nom de l'État ou du Conseil Général).